



DEPARTEMENT
DU NORD

-O-

ARRONDISSEMENT
DE VALENCIENNES

-O-

OBJET :

**Nouvelle Bonification
indiciaire et Nouvelle
Bonification indiciaire en
Quartier Prioritaire
Politique de la Ville
(NBI QPV)**

**Date de la
Convocation :**

21 juin 2019

Date d'affichage :

21 juin 2019

**Nombre de
Conseillers Municipaux :**

En exercice : 33
Présents : 21
Votants : 21 + 7 P

Vote :

Pour : 21 + 7 P
Contre : 0
Abstentions : 0

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

du Conseil Municipal de la Commune de DOUCHY-LES-MINES

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-sept juin, le Conseil Municipal de la Commune de Douchy-les Mines s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de Monsieur Michel VENIAT, Maire, suite à la convocation qui lui a été faite cinq jours à l'avance, laquelle convocation a été affichée à la porte de la Mairie conformément à la loi.

Présents : Michel VENIAT, Jocelyne LOSFELD, Éric DULIEU, Danielle CHOTEAU, André CROMBEZ, Alexandra PULLIAT, Evelyne MATUSZEWSKI, Lionel SANTERRE, Michel LEFEBVRE, François LACROIX, Bénédicte GOSSE, Jean-Michel MARCAILLE, Florence CARBOULET, Mustapha DERRADJ, Régine GUILAIN, Guillaume LECARPENTIER, Emmanuelle LAGACHE, Eddy BRAHMA, Rossana CARLIER, Pascal TONARELLI, Romain MERVILLE

Excusés : Virginie CARLIER, Laurence SALVA, Betty SOLOCH, Ségla SOUMARE, Coraline KULCZYCKI

Absents : Mr WOJTOWICZ a donné procuration à Mr LEFEBVRE
Mr NOULIN a donné procuration à Mr LACROIX
Mr BALASSE a donné procuration à Mr DULIEU
Mme LOIRS a donné procuration à Mr MARCAILLE
Mr BRUNET a donné procuration à Mme CARBOULET
Mme ESTAQUET a donné procuration à Mr TONARELLI
Mr ZIATKOWSKI a donné procuration à Mme LAGACHE

Secrétaire de séance : Mme MATUSZEWSKI

Note de présentation :

La nouvelle bonification indiciaire (NBI) doit être versée aux fonctionnaires exerçant certaines fonctions ou exerçant leurs fonctions au sein de zones à caractère sensible.

Ainsi, le décret n° 2006-780 du 3 juillet 2006 prévoit la possibilité de percevoir une NBI pour les agents :

- exerçant les fonctions éligibles citées en son annexe ;
- exerçant ses fonctions dans l'une des zones urbaines sensibles dont la liste était fixée par décret,
- exerçant ses fonctions dans les services et équipements situés en périphérie de ces zones et assurant leur service en relation directe avec la population de ces zones.

Or, la Loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine a remplacé la notion de zones urbaines sensibles (ZUS) par celle de quartiers prioritaires de la politique de la ville, dont la liste a été fixée par deux décrets du 30 décembre 2014.

Le décret n° 2015-1386 du 30 octobre 2015 a modifié l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 ainsi que le décret n° 2006-780 du 3 juillet 2006 afin de tenir compte de cette nouvelle notion de quartiers prioritaires.

Délibération :

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine ;

- Vu le décret n° 93-863 du 18 juin 1993 relatif aux conditions de mise en œuvre de la nouvelle bonification indiciaire dans la fonction publique territoriale ;
- Vu le décret n° 2001-1274 du 27 décembre 2001 portant attribution d'une nouvelle bonification indiciaire aux fonctionnaires occupant certains emplois administratifs de direction de collectivités territoriales ou d'établissements publics locaux assimilés, régis par l'article 7 du décret n° 87-1101 du 30 décembre 1987 portant dispositions statutaires particulières à certains emplois administratifs de direction des collectivités territoriales et des établissements publics locaux assimilés ;
- Vu le décret n° 2006-779 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale ;
- Vu le décret n° 2006-780 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale exerçant dans des zones à caractère sensible ;
- Vu les décrets n°2014-1750 et n°2014-1751 du 30 décembre 2014 fixant la liste des quartiers prioritaires de la politique de la ville ;
- Vu le décret n° 2015-1386 du 30 octobre 2015, modifiant notamment le décret 2006-780 du 3 juillet 2006 portant attribution de la nouvelle bonification indiciaire à certains personnels de la fonction publique territoriale exerçant dans des zones à caractère sensible ;
- Vu l'avis du comité technique en date du 13 juin 2019 ;
- Considérant qu'il est nécessaire de procéder à une révision des attributions de la N.B.I ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

ATTRIBUE la N.B.I conformément aux dispositions du décret n° 2006-780 modifié par le décret n°2015-1386 :

- aux fonctionnaires territoriaux exerçant les fonctions éligibles mentionnées en annexe à ce décret ;
- aux fonctionnaires territoriaux exerçant à titre principal les fonctions mentionnées en annexe à ce décret dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.
- aux fonctionnaires territoriaux exerçant à titre principal les fonctions mentionnées en annexe à ce décret dans les services et équipements situés en périphérie des quartiers précités et assurant leur service en relation directe avec la population de ces quartiers.

Une cartographie précisant la périphérie de ces zones à prendre en compte est jointe en annexe (en vert).

S'agissant des agents travaillant en périphérie de ces zones, le juge administratif a considéré que la notion d'activité à titre principal portait sur l'exercice de fonctions au contact direct des résidents de cette zone et qu'il fallait s'assurer que l'agent exerçait

bien ses fonctions de manière significative en relation directe avec les usagers (CE, 26/04/2013, n°353075).

De plus, Il convient de rappeler que le juge administratif semble entendre cette notion d' « activité à titre principal » comme correspondant à « plus de la moitié du temps de travail » (RM QE n°17321, JO AN 08/10/2003).

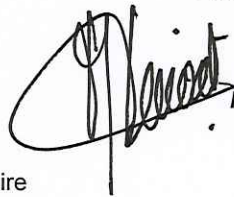
Un dispositif transitoire est également prévu pour les agents anciennement éligibles à cette NBI et qui ne le serait plus du fait cette nouvelle notion de quartiers prioritaires.

Pour les agents ne remplissant plus les conditions d'éligibilité à l'une des NBI du décret n° 2006-780 du fait de la disparition de zones urbaines sensibles (article 4 décret n° 2015-1386), qui percevaient une NBI à ce titre doivent continuer de percevoir cet avantage tant qu'ils exerceront les fonctions qui y ouvriraient droit dans les conditions suivantes :

- jusqu'au 31 décembre 2017, maintien de l'intégralité de la NBI perçue au 1^{er} janvier 2015
- du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018, perception des deux tiers de la NBI
- du 1^{er} janvier au 31 décembre 2019, perception d'un tiers de la NBI.

Fait et voté en séance les jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme,
Le Maire,



Michel VENIAT



Délibération rendue exécutoire

par sa transmission au représentant de l'Etat en date du 12/07/19.....

par sa publication en date du15/07/19.....

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois, à compter de la présente publication.